

JOURNAL

HEBDOMADAIRE DE LA DIETE

PAR M^r. DE V.

N^{ro}: LI.

N O V E M B R E 1789.

Dimanche 1.

Suite du N^{ro}: L.

Séance du Vendredi 23. Octobre.

LE règlement de l'impôt sur les peaux, qui pendant trois Séances consécutives fut l'objet de longues discussions, a été enfin décidé à l'unanimité de la manière suivante: Que les Bouchers remettront au Trésor public toutes les peaux des Bœufs & des Vaches qu'ils tueront; & quant aux autres Bêtes, c'est à dire, Veaux, moutons, agneaux & porcs, qui seront tués également par les Bouchers ou gens faisant trafic dans ce genre, il sera établi sur chacune de ces espèces un droit, que la classe nommée ci-dessus payera.

Cette décision portée, il s'éleva, sur cette matière, une nouvelle question qui subit aus-

fitôt l'examen de la Chambre, savoir: Si les propriétaires Nobles & autres, qui pour leur consommation feroient tuer les animaux mentionnés dans la loi prononcée, devoient pareillement être soumis à l'impôt qui en fait l'objet? On termina cette proposition par un *Turnum* où il fut décidé que dans le cas proposé, l'imposition n'aura pas lieu.

Séance du Lundi 26.

Pour prévenir les malversations aux quelles l'arrêté de la Séance précédente auroit pu servir de prétexte, les Etats ont statué, que toutes les peaux de Bœufs, Vaches, Genisses & veaux, destinées à être vendues aux Tanneurs ou Selliers, seront timbrés par la Commission du Trésor.

Mr. Garnysz Vice-Chancelier de la Couronne, a communiqué aux Etats, la Note que le Ministre de Suède a remis à la Députation des affaires étrangères; & dont la lecture fut faite dans cette Séance. Nous la rapporterons plus bas.

Le Vice-Chancelier annonça ensuite, que les Conseillers de Courlande avoient déjà rétracté l'ordre qui faisoit le sujet de la présente Note. Il proposa après cela son avis qui étoit, que les Maréchaux de la Diète adressassent, de la part des Etats, une lettre au

Duc de Courlande, par la quelle il lui seroit enjoint, de ne plus se permettre à l'avenir de donner des ordres pareils à celui, qui a suscité la réclamation du Ministère de Suède. Cette proposition fut unanimement approuvée.

N O T E.

Après la rupture qui a eu lieu l'année passée entre la Suède & la Russie, le chargé des affaires de l'Impératrice à Mittau, exigea de la Courlande la défense d'exporter des grains de ses ports pour ceux de la Suède ; & oubliant les véritables intérêts de la patrie, on s'est rendu à ses vœux. Les Conseillers supérieurs & de la Régence, ont signifiés aux Magistrats de Wiendau & de Liebau la défense susmentionnée ; que le Duc, par amour pour ses sujets & par justice envers une puissance, dont il n'a jamais eu à se plaindre, a jugé à propos de lever quelque temps après, malgré les instances répétées du chargé des affaires de Russie. Rédressé ainsi pour le moment dans son effet, cet abus subsiste pourtant toujours dans son principe, tant que les Feudataires se croient en droit de compromettre leur seigneur Souverain, en prenant des mesures violentes contre un de ses meilleurs amis. Le Souffigné Ministre Résident de Suède, a donc cru de son devoir de mettre sous les yeux des Illustres Etats Assemblés, ce fait si peu d'accord avec la dignité & la jus-

tice, qui caractérisent la Diète présente, persuadé que les Etats ne permettront pas, que dorénavant des démarches se fassent, par les quelles on manque également à son Suzerain & à une puissance amie & liée d'intérêt avec lui, pour marquer une injuste prédilection pour un Etat qui plus d'une fois, sous les dehors de l'amitié, a porté à l'indépendance de la République les atteintes les plus cruelles.

Varsovie le 13 Octobre 1789. (Signé)

LAURENT D'ENGESTROM.

Séance du Mardi 27.

L'exemption de l'impôt sur les peaux, accordée aux propriétaires qui feroient tuer les Bêtes mentionnés dans la loi, pour leur propre consommation, ne doit avoir lieu qu'en faveur des habitans de la Campagne, & non pour ceux des villes, qui seront soumis sans aucune exception à satisfaire à ce droit, comme les Etats l'ont décidé aujourd'hui.

Quelques membres de la Chambre ont proposé, d'exempter de cet impôt les Couvents ainsi que les hôpitaux; mais cette proposition n'ayant point été accueilli, & l'opposition qu'elle a rencontré ne permettant pas d'espérer que l'unanimité lui succéderoit, le Maréchal de la Diète en remit la décision au *Turnus*

par le quel la pluralité prononça, qu'il ne seroit plus accordé aucune exemption.

Séance du Jeudi 29.

Les Etats qui avoient déjà enjoint à la Commission du Trésor, dans la Séance du Lundi, de timbrer toutes les peaux qui proviendroient de l'imposition qu'on y a établi, ont voulu foccuper, dans cette Séance, de fixer le taux de ce timbre; ils ont chargé à cet effet la même Commission, de proportionner la taxe mentionnée, au poids des peaux, de manière que le produit doit équivaloir au quart de la Valeur; en observant cependant, de n'imposer ce droit que sur les peaux qui seroit vendues dans le pays pour les Tanneries.

Séance du Vendredi 30.

Au sujet de l'impôt des peaux, il vient d'être réglé que celles, qui seront exportées payeront pour droit de sortie, la moitié de leur valeur; & que les peaux des bêtes mortes ne payeront rien. Il a aussi été décidé, qu'excepté ceux qui tueront pour leur propre consommation, toute personne sera obligée de donner au Trésor public, les peaux des bêtes tuées, ou d'en payer la valeur. Enfin on a arrêté encore, que la gestion de cet impôt sera renvoyée à la Commission du Trésor.

Les lettres de S. Pettersbourg nous annoncent que les Suèdois, sous les ordres du Général Major Stedingk, sont entrés sur le territoire russe près de Chrittina; se sont emparés du poste de Saorniemi, ont chassé les Troupes russes qui se trouvoient sur leur chemin, & poussé jusqu'à 13. *Verstes* de Vilmanstrand.

Le bruit court que les Tartares du Cuban se sont emparés de l'Île de Taman & s'y maintiennent.

Nous avons annoncé dans notre numéro 49. en rapportant la Séance du Jeudi 15. que les Etats avoient décidé „ Que le produit de l'impôt sur les cheminées sera remis au Magistrat de Cracovie, pendant quinze années consecutives, pour être employé aux réparations qu'il conviendra de faire à la ville „

Or nous croyons nécessaire d'expliquer à nos lecteurs, que la décision portée par les Etats, ne comporte nullement l'ancien impôt établi sur les cheminées, mais qu'il n'est question ici, de remettre au Magistrat de Cracovie, que le produit du nouvel impôt ajouté à celui déjà affecté sur les cheminées.

